

COMPTE RENDU DU BTG

# Budget de l'Union 2021-22



# Contexte

Le budget de l'Union 2021 a été annoncé le 1er février 2021. Une grande partie des stratégies s'articule autour des dépenses pour stimuler la reprise économique après la COVID-19. Vous trouverez ici le projet de loi de finances 2021.

Le budget prévoit d'accroître les dépenses dans les domaines de la santé, des infrastructures, du développement inclusif, des ressources humaines et de l'innovation et de la recherche et du développement afin d'améliorer infrastructures et capacités.



# Défense et Aéronautique

- Le budget global de la défense a été augmenté de 1,4 % pour atteindre un montant de 478 196 crores INR (soit environ 66 milliards de dollars US). Les investissements en capital pour la modernisation militaire ont été augmentés de 19 % pour atteindre un montant de 135 061 crores INR (soit environ 19 milliards de dollars US), ce qui en fait l'investissement le plus important affecté à la défense en 15 ans.
- Le New Space India Limited (NSIL), une entreprise du secteur public qui relève du ministère de l'espace, exécutera le lancement du PSLV-CS51 qui transportera le satellite Amazonia à partir du Brésil, ainsi que quelques satellites indiens plus petits.
- Le premier lancement sans pilote dans le cadre de la mission Gaganyaan est prévu pour décembre 2021.

► **Commentaires:** L'augmentation des dépenses s'accompagne d'un recentrage vers une production encore plus locale dans le domaine de la défense. Bien que cela puisse signifier une autonomie des forces armées à plus long terme, le budget des acquisitions d'immobilisations pourrait affecter la capacité immédiate de l'Inde à moderniser ses équipements militaires et de la défense.

# Énergie et Infrastructures

- 118 101 crores INR (soit environ 16,5 milliards de dollars US) ont été attribuées au ministère des transports routiers et des autoroutes, ce qui en fait le plus gros investissement jamais réalisé. De nouvelles autoroutes ainsi que des travaux routiers ont été annoncés dans un certain nombre d'États.
- Le National Infrastructure Pipeline (NIP) a désormais été élargi à 7 400 projets, ce qui nécessite un financement de la part du gouvernement ainsi que du secteur financier.
- D'ici mars 2022, ce sont 8 500 kilomètres de routes qui seront attribués. Des couloirs économiques dans plusieurs régions indiennes ont également été identifiés dans le cadre du développement.
- Un projet de loi sera présenté afin de créer une institution financière de développement (IFD). Cette IFD agira en tant que fournisseur, facilitateur et catalyseur du financement des infrastructures..
- Une mission nationale sur l'hydrogène sera lancée afin de produire de l'hydrogène à partir de sources d'énergie verte.

## Énergie et Infrastructures

- Un pipeline national de monétisation (PNM) des actifs potentiels d'infrastructures en friches sera lancé. Dans le cadre du programme UDAN, l'Autorité aéroportuaire de l'Inde (AAI) prévoit de développer au moins 100 aéroports, waterdromes et héliports. Le prochain lot d'aéroports ainsi que les corridors de fret dédiés seront monétisés dans le cadre du PMN. Les autres actifs qui seront déployés comprennent : routes à péage opérationnelles NHAI, actifs de transport de PGCIL, oléoducs et gazoducs de GAIL, IOCL et HPCL, aéroports AAI dans les villes de niveau II et III, autres actifs d'infrastructures ferroviaires, actifs d'entreposage de CPSE tels que la Central Warehousing Corporation et le NAFED, entre autres, et enfin des stades sportifs.
- Pour faire face au problème de la pollution atmosphérique, un montant de 2 217 crores INR (soit environ 305 millions de dollars US) a été alloué à 42 centres urbains.
- Les obligations en termes des onduleurs solaires ont été augmentées de 5 % à 20 %, et celles portant sur les lampes à énergie solaire de 5 % à 15 %.
- 1 000 crores INR (soit environ 137 millions de dollars US) de capitaux ont été injectés dans la Corporation indienne de l'énergie solaire ainsi que 1 500 crores INR (soit environ 206 millions de dollars US) dans l'Agence indienne de développement des énergies renouvelables, afin de stimuler le domaine de l'énergie solaire.

## Énergie et Infrastructures

- Un programme va être proposé à DISCOMS pour l'assister dans la création d'infrastructures, dont le comptage intelligent et la séparation des lignes d'alimentation prépayés, la mise à niveau des systèmes, etc., en lien avec des améliorations financières.

► **Commentaires:** Les infrastructures sont au cœur du budget, avec la promesse du gouvernement de lancer des projets et des programmes pour faciliter le secteur. Cependant, le budget n'inclut pas les réformes indispensables dans le cadre infrastructurel existant, telles que les questions relatives aux concessions spécifiques au secteur, l'exécution et la renégociation des contrats, les compensations liées à l'acquisition de terres, etc. Les incitations à passer aux sources d'énergie renouvelables vont dans le sens de l'engagement international de l'Inde pour lutter contre la crise climatique.

# Technologies

- Un hub Fintech sera développé au GIFT-IFSC.
- Un système pour fournir une incitation financière à promouvoir les modes de paiement numériques a été proposé.
- Pour les entités qui effectuent 95 % de leurs transactions numériquement, il est prévu d'augmenter à 10 crores INR (soit environ 1,4 millions de dollars US) la limite de CA pour le contrôle fiscal.
- Les taux basiques personnalisés de droits de douane sur certains produits spécifiques du secteur informatique comme les intrants de machines capables de se connecter à des machines de traitement de données automatiques, les cartouches d'encre, etc., ont été augmentés, passant de zéro à 2,5 %.

► **Commentaires:** Dans l'esprit de ce budget, le secteur technologique va dans le sens de ses objectifs, c'est-à-dire vers la promotion de la technologie financière et le développement global de la technologie en Inde.

# Industrie et Production

- Un programme d'incitation lié à la production (PLP) a été mis en place afin de permettre aux entreprises manufacturières indiennes de devenir des parties intégrantes de la chaîne d'approvisionnement mondiale, d'améliorer leurs compétences de base et de posséder une technologie de pointe. Dans cet objectif, un engagement de 1,97 lakhs crores INR sur 5 ans a été pris.e.
- Certaines exemptions de droits de douane sur les parties des chargeurs et les sous-parties des mobiles seront supprimées. En outre, certaines parties des mobiles passeront du taux « nul » à celui de 2,5 %..
- 7 Mega Investment Textiles Parks (MITRA) ont été annoncés pour les 3 prochaines années afin que le secteur textile attire de gros investissements et stimule la création d'emplois, et pour qu'il devienne compétitif à l'échelle mondiale.
- Les droits de douane de base sur le caprolactame, les copeaux de nylon et les fibres et fils de nylon ont été uniformément réduits à 5 %.
- Les droits de douane sur le naptha ont été réduits à 2,5 % pour corriger l'inversion.



## Industrie et Production

- Les droits de douane ont été uniformément réduits à 7,5 % sur les produits semi-finis, plats et longs en aciers non alliés, alliés et inoxydables. Les droits de douane sur la ferraille d'acier ont été exonérés jusqu'au 31 mars 2022. Les fabricants indiens ne devraient pas être affectés par ces changements car la plupart des importations proviennent de pays avec lesquels existent des accords de libre-échange. Le secteur sidérurgique bénéficiera également de l'augmentation des dépenses d'infrastructure et des dépenses publiques en capital.

► **Commentaires :** Compte tenu du revers auquel le secteur manufacturier a été confronté en raison de la pandémie de coronavirus et des perturbations qui en résultent dans les chaînes d'approvisionnement, le budget propage une vision « Aatmanirbhar » (autonome) pour ce secteur. Le programme PLI ainsi que les droits de douane supplémentaires devraient encourager la production nationale dans le pays.

# Transports

- Une politique de mise au rebut volontaire des véhicules a été mise en place. Des centres de contrôle technique automatisés seront mis à disposition pour tester l'aptitude des véhicules privés tous les 20 ans et des véhicules utilitaires tous les 15 ans. Le but est ici de pousser à adopter des véhicules électriques et des véhicules modernes à faibles émissions.
- Les droits de douane sur certaines pièces automobiles et compresseurs ont été portés à 15 %. Cette augmentation devrait affecter le segment des véhicules électriques, car celui-ci dépend du marché international des composants.
- Afin de promouvoir l'IFSC, des exonérations fiscales ont été annoncées pour les plus-values des unités IFSC engagées dans des activités de location d'avions, ainsi que des exonérations fiscales pour les locations d'avions versées à des bailleurs étrangers.
- Les corridors de fret dédiés ouest et est seront mis en service.
- D'ici 2023, les chemins de fer seront 100 % électrifiés.

## Transports

- La mise en place de services de métro a été annoncée pour 27 villes, avec des allocations supplémentaires pour améliorer les services déjà existants.
  - Une facilitation du déploiement de modèles public-privé permettra aux acteurs du secteur privé de financer, acquérir, exploiter et entretenir plus de 20 000 bus.
  - Des subventions aux compagnies maritimes indiennes dans le cadre d'appels d'offres mondiaux ont été lancées par les ministères et les CPSE.
  - 7 projets d'une valeur supérieure à 2 000 crores INR (soit environ 275 millions de dollars US) seront proposés par les principaux ports en mode partenariat public-privé au cours des exercices 21-22.
  - Le pétrole et le diesel seront soumis à des taxes par l'infrastructure agricole et développement. En conséquence, le droit d'accise de base et le droit d'accise spécial supplémentaire sur ces produits ont été réduits.
- **Commentaires:** Le gouvernement a envoyé des signaux mitigés à l'industrie des véhicules électriques, mais l'objectif global reste de promouvoir et d'encourager les véhicules verts ainsi que les transports publics. L'intégration du modèle public-privé devrait accélérer le développement des transports publics dans les villes et améliorer les systèmes de transports publics existants.

# Santé

- Le budget global des infrastructures de santé a augmenté de 137 % pour atteindre 223,846 crores INR.
- 35,000 crores INR (soit environ 4,8 milliards de dollars US) ont été investis dans le cadre du vaccin COVID-19.
- Le vaccin antipneumococcique sera déployé dans tout le pays.
- Le PM Atma Nirbhar Swasth Bharat Yojana a été introduit pour développer et moderniser les systèmes et infrastructures de soins de santé primaires, secondaires et tertiaires.
- La Fondation nationale de la recherche devrait recevoir 50 000 crores INR (soit environ 6,9 milliards de dollars US) afin de stimuler la recherche et de se concentrer sur des domaines d'importance nationale.

► **Commentaires:** Compte tenu de la pandémie de coronavirus, un élément est vivement ressorti : par le passé, l'importance des soins de santé a été ignorée et son impact n'est pas moindre. Le budget a désormais identifié la nécessité d'assurer l'accès aux soins de santé aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire et a alloué des allocations en conséquence.

# Immobilier

- Les projets de logements abordables bénéficieront d'un congé fiscal d'un an.
- Des exonérations fiscales ont été annoncées pour les projets de logements locatifs abordables notifiés.
- La limite de la sphère de sécurité pour la vente primaire spécifiée d'unités résidentielles a été portée à 20 %.

► **Commentaires:** Les annonces budgétaires visent à apporter un soulagement indispensable au secteur immobilier, le gouvernement mettant l'accent sur les logements abordables pour les plus démunis, tout en focalisant ses efforts pour fournir des avantages aux acteurs du marché. La limite de la sphère de sécurité stimulera la vente d'unités résidentielles.

# Services financiers

- Il a été proposé de permettre aux États d'augmenter leurs emprunts jusqu'à 4 % du produit intérieur brut (de cette année) de l'État.
- Un premier appel d'offres public à l'épargne de la Société d'assurance-vie sera effectué après les modifications requises à la Loi sur les PFR.
- Les fonds de dette d'infrastructure auront désormais l'autorisation d'émettre des obligations à coupon zéro, susceptibles d'augmenter la disponibilité des fonds dans le secteur des infrastructures.
- Un code universel du marché des valeurs mobilières doit être créé, afin de consolider les dispositions de la loi SEBI de 1992, de la loi sur les dépositaires de 1996 et de la loi de 1956 sur les contrats de valeurs mobilières ainsi que de la loi sur les valeurs mobilières du gouvernement de 2007.
- Un cadre institutionnel permanent doit être créé pour l'achat de titres de créance de première qualité en période de crise comme en temps normal.

## Services financiers

- L'Autorité de décision anticipée (AAR) sera remplacée par des commissions de décision anticipée.
- Les modifications apportées au prélèvement de péréquation entreront en vigueur rétroactivement à partir de l'exercice 2020. Les activités de fourniture ou de services de commerce électronique seront considérées respectivement comme « vente en ligne » et « fourniture de biens et services », que l'opérateur soit propriétaire ou non des biens ou services.
- Le système de compte unique du Trésor (TSA) sera étendu pour une application universelle.
- Le cadre NCLT sera renforcé, des systèmes e-Courts seront mis en œuvre et des méthodes alternatives de résolution de la dette et un cadre spécial pour les MPME seront introduits.
- La création d'un tribunal national d'appel de l'impôt sur le revenu « faceless » a été proposée.
- L'éligibilité à la demande de congé fiscal pour les start-ups ainsi que d'exonérations de gains en capital pour l'investissement dans les start-ups a été prolongée jusqu'au 31 mars 2022.
- La fenêtre de réouverture des dossiers de cotisation d'impôt sur le revenu a été réduite de 6 à 3 ans. Cependant, en cas de fraude fiscale grave (à partir de 50 lakhs INR), cette fenêtre peut s'étendre jusqu'à 10 ans.

## Services financiers

- Il a été proposé que la limite des IDE dans le secteur des assurances soit portée de 49 % à 74 %.
- Le financement par emprunt des InVIT et des REIT par les investisseurs de portefeuille étrangers permettra d'augmenter les fonds destinés aux secteurs des infrastructures et de l'immobilier.
- Les recettes de désinvestissement sont estimées à 175 000 crores INR (soit environ 24 milliards de dollars US). La nouvelle politique de désinvestissement stratégique a été approuvée.
- La vente stratégique de BPCL, IDBI Bank, Shipping Corporation of India, BEML et Air India, etc. sera finalisée.

► **Commentaires:** Ces annonces sont conformes à l'objectif du gouvernement de réformer le secteur financier, d'attirer la participation privée et de protéger les investisseurs. Par exemple, l'introduction d'un code universel du marché des valeurs mobilières devrait considérablement simplifier le cadre du droit des sociétés, en facilitant la conformité et en réduisant les ambiguïtés dans les réglementations existantes. En outre, le désinvestissement des UPE et d'autres entités publiques vise à financer des programmes du secteur social et à introduire des capitaux et technologies privés dans les entreprises.



# Main-d'œuvre et Emploi

- Un portail va être lancé afin de collecter des informations pertinentes sur les travailleurs intérimaires, les ouvriers du bâtiment et de la construction, entre autres, afin de formuler des programmes de santé, de logement, de compétences, d'assurance, de crédit et d'alimentation pour les travailleurs migrants.
- Les 4 codes du travail vont être mis en œuvre. Les exigences de conformité sont susceptibles de changer et les entreprises devront se préparer à se réaligner avec les nouvelles politiques à mesure que les règles seront notifiées.
- La mise en œuvre du programme One Nation One Ration Card est en cours.
- Le salaire minimum s'appliquera à toutes les catégories de travailleurs et ceux-ci seront couverts par la Employee State Insurance Corporation.
- Les charges de conformité pesant sur les employeurs seront réduites, avec un guichet unique pour l'enregistrement et la délivrance de permis, et les retours en ligne.

- Les contributions à la caisse de prévoyance seront refusées si la cotisation à la caisse de prévoyance des employés a été déduite, sans être déposée par l'employeur.

► **Commentaires** L'introduction des quatre codes consolidant les législations du travail existantes a permis de clarifier et de simplifier toutes les parties prenantes concernées. L'Inde ayant l'une des plus importantes main-d'œuvre au monde, les réformes et les annonces faites dans le secteur sont vitales. L'accent mis sur les travailleurs intérimaires et les travailleurs migrants fournira une certaine uniformité et introduira des obligations pour les employeurs qui embauchent des travailleurs dans le secteur non organisé.

### **Mumbai**

801, Lodha Supremus,  
E. Moses Road, Worli,  
Mumbai, Maharashtra  
400018

### **Delhi**

C Block, 242,  
Defence Colony,  
New Delhi  
110024

**[www.btg-legal.com](http://www.btg-legal.com)**

---

Pour plus d'informations sur BTG Legal, leurs partenaires ainsi que leurs qualifications, rendez-vous sur [www.btg-legal.com](http://www.btg-legal.com)

© BTG Legal 2021